

QUAND LES BANQUIERS SUISSES PASSENT AU DURABLE

Révolution verte



À Genève, l'association Sustainable Finance Geneva veut faire rimer finance et développement durable. Une révolution idéologique ? Plutôt une option pragmatique défendue par des professionnels convaincus qu'il est possible de changer les banques, de l'intérieur. **Adélaïde Robault**

Genève, son lac, son chocolat, ses banques. En 2015, la carte postale est écornée par la fin annoncée du secret bancaire et les scandales d'évasion fiscale qui font mauvais genre. Heureusement, rien ne vaut une crise pour changer de modèle. L'association Sustainable Finance Geneva (SFG), créée il y a six ans, a saisi l'occasion pour proposer de faire de la cité de Calvin, 13^e place bancaire mondiale, la référence en matière de finance durable, et pour

troquer sa carte de visite de paradis fiscal en perte de vitesse contre celle d'investisseur responsable. « Notre idée a d'abord été de rendre visibles les rares spécialistes de la finance durable qui travaillaient dans les banques genevoises, mais qui souffraient d'être isolés et sans reconnaissance. Puis nous avons voulu créer un pont entre les secteurs financier et humanitaire, et la Genève des organisations internationales », raconte Antoine Mach, 45 ans, l'un des 12 cofondateurs de SFG et patron de Covalence, une agence qui note la responsabilité

À travers son secteur financier, la Suisse gère environ 10 % des actifs mondiaux, dont 57 milliards en Francs suisses seraient investis selon des principes de finance durable.

sociale et environnementale des entreprises. Ambitieuse, SFG prêche à l'oreille des banquiers en faveur du développement de l'investissement socialement responsable (ISR) et de l'*impact investing* (investissement à impact social) pour faire de Genève la « capitale mondiale de la finance durable en 2015 ». Le contexte suisse

pourrait être favorable à l'initiative. Le premier fonds de placement durable y a été créé il y a vingt-cinq ans et il existe une génération de professionnels qui connaissent et gèrent les critères extra-financiers (sociaux, environnementaux, etc.). De leur côté, des caisses de prévoyance publiques, des fondations privées, font pression en exigeant des offres respectant leurs clauses d'exclusion pour des placements sans nucléaire, industrie pornographique, tabac, jeux de hasard...

CHANGEMENT DE CULTURE

Où mais comment convaincre un banquier suisse de changer ? En lui disant que ses concurrents sont déjà sur le créneau et qu'il va rester sur le banc de touche. Les 300 membres de SFG sont nombreux à travailler dans la finance et le conseil et ils savent chatouiller l'esprit de compétition d'un financier pour l'amener à innover. Plutôt adeptes du soft power que de Che Guevara, ces quadras, actifs et déterminés, maîtrisent les éléments de langage du secteur, même si proposer un projet dit « durable » leur vaut parfois d'être traités d'« ayatollah » ou d'« écologiste » (sic). Changer les mentalités ne se

fait pas en un jour. « *C'est lent, reconnaît Antoine Mach, mais il y a des innovations.* » En plus des colloques organisés pour réunir chercheurs et professionnels autour du sujet, SFG a soutenu la création d'un enseignement en finances responsables à l'université de Genève, une première en Suisse, et propose chaque année une session de formation pour initier les professionnels aux produits ISR. Des six propositions de son Livre blanc – qui réclamait plus de transparence, d'outils d'investissements durables et des incitations fiscales en leur faveur – le canton de Genève a retenu deux points et demandé une étude de faisabilité sur la création d'une bourse des entreprises sociales et sur la formation. Mais « *beaucoup de chargés de portefeuille connaissent mal les placements ISR et ont un a priori négatif sur leur rendement* » déplore Antoine Mach. Côté banquier, il faut donc changer de culture en s'attaquant aux fondamentaux avec la formation. Côté client, les jeunes générations privilégient la performance, mais elles sont plus sensibles à l'impact de leurs choix. « *L'analyse de durabilité des entreprises devient un outil de gestion des risques financiers et extra-financiers dont la réputation fait partie : mieux vaut éviter un boy-*

cott de consommateurs ou des sanctions en cas de scandale », témoigne Simon Perrin, analyste en durabilité chez Notenstein Banque Privée. Bertrand Gacon, président de SFG et chef du département Impact Investing chez Lombard Odier, est convaincu que la spéculation à court terme n'est pas « *l'ADN de la finance* », qui va retrouver son rôle premier : financer l'écono-

“Troquer sa carte de visite de paradis fiscal en perte de vitesse contre celle d'investisseur responsable.”

mie réelle. Selon ce dernier, la notion d'impact finira aussi par entrer dans les portefeuilles d'investissement au même titre que le rendement et le risque. « *Mais cela prendra 15 ans* », précise-t-il avant d'énumérer les obstacles à franchir : la création d'une expertise quantitative partagée par tous pour éviter le *greenwashing*, la transparence encore insuffisante, l'absence d'indicateurs communs, etc. À ce rythme, SFG a du pain sur la planche. Et tout cela ne sera rien sans un cadre législatif et un label national pour certifier la « durabilité » des produits proposés. L'obtenir est la mission de la plateforme Swiss Sustainable Finance, une association sœur composée d'entreprises et d'institutions (WWF Suisse, banques, agences de notation éthique...), et fondée l'an dernier. À elle de convaincre le gouvernement fédéral de la nécessité de nouvelles règles pour cadrer la finance durable. Le peuple suisse a intégré par référendum la notion de développement durable dans sa constitution, en 1999. L'heure est venue d'appuyer sur l'accélérateur. ☺

Pour qui roule la finance durable ?

« *Demander à une banque d'être éthique, c'est comme demander à un marchand d'armes de promouvoir la paix* ». À cette parole d'un sceptique averti font écho rapports et enquêtes qui montrent qu'en matière d'investissement durable et, à de rares exceptions, le secteur bancaire fait dans le marketing pour soigner son image. Et puis la finance « verte » connaît déjà ses propres dérives : investissement dans de grands projets contestés, captation de terres arables dans les pays du sud, cotation en bourse du vivant... L'éthique et le durable sont des notions à dimension variable, qui exigent des règles et de la transparence pour éviter le *greenwashing*. Membre du réseau des banques sociales au même titre que le Crédit Coopératif et la Nef, la Banque Alternative Suisse (BAS) a choisi d'être « vert foncé » avec des critères d'exclusion très stricts. Pas de prêts aux projets jugés non durables (résidence secondaire, agriculture industrielle...), pas de crédits à des entreprises étrangères dont on ne peut contrôler l'impact social et environnemental. Parfois, la BAS peine à trouver des fonds de placement respectant ses exigences mais sa radicalité attire toujours plus de clients à mesure que les scandales agitent le secteur bancaire.